



PRÉFET DU RHÔNE

27 DEC. 2016

**Direction départementale des  
Territoires du Rhône**

Lyon, le

*Service Eau et Nature*

*Mission Guichet Unique et Politique de Contrôle*

## ARRETE

prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande présentée par le Syndicat Intercommunal du bassin de l'Yzeron (SAGYRC) en vue d'être autorisé, au titre des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement, à réaliser des travaux relatifs au plan de gestion des boisements du lit et des berges du bassin versant de l'Yzeron, nécessitant une déclaration d'intérêt général (DIG) au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement, sur l'ensemble des communes du bassin versant de l'Yzeron

*Le Préfet de la zone de défense sud-est,  
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1, L. 122-1, L. 123-1, L. 214-1 à 6, R. 123-1 à R. 123-27, R. 214-1 à 56 ;
- VU l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs du préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret n°2014-751 du 1<sup>er</sup> juillet 2014 d'application de l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 ;
- VU le décret du 5 mars 2015 portant nomination de M. Michel DELPUECH en qualité de préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône (hors classe) ;
- VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel DELPUECH en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône (hors classe) ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2015082-0018 du 2 avril 2015 portant délégation de signature à M. Denis BRUEL, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°PREF\_DIA\_BCI\_2016\_06\_07\_02 du 15 juin 2016 portant délégation de signature à M. Xavier INGLEBERT, préfet, secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

VU la demande présentée le 22 juillet 2016 par le Syndicat Intercommunal du bassin de l'Yzeron (SAGYRC) portant sur l'autorisation de réaliser des travaux relatifs au plan de gestion des boisements du lit et des berges du bassin versant de l'Yzeron (rubriques 3.1.1.0, 3.1.2.0, 3.1.4.0 et 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R 214-1 du code de l'environnement sous le régime de l'autorisation) nécessitant une DIG ;

VU l'accusé de réception du dossier délivré le 28 juillet 2016 ;

VU les compléments au dossier fournis le 17 novembre 2016 ;

VU les avis des services et organismes consultés dont l'avis du délégué départemental de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et celui de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement, et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU le dossier déclaré complet et régulier comprenant un dossier d'autorisation, et une DIG ;

VU la saisine du président du tribunal administratif par courrier du 6 décembre 2016 ;

VU l'ordonnance du président du Tribunal Administratif de Lyon n°E16000325/69 du 13 décembre 2016 désignant un commissaire-enquêteur et un commissaire-enquêteur suppléant ;

Sur la proposition de M. le directeur départemental des territoires du Rhône ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Il est procédé à une enquête publique, dans les formes prescrites par les textes susvisés, sur la demande présentée par le Syndicat Intercommunal du bassin de l'Yzeron (SAGYRC) portant sur l'autorisation de réaliser des travaux relatifs au plan de gestion des boisements du lit et des berges du bassin versant de l'Yzeron, nécessitant une DIG. Les travaux, répartis sur l'ensemble du bassin de l'Yzeron, et concernant l'Yzeron, le ratier, le Charbonnières et l'ensemble de leurs affluents, sont localisés sur l'ensemble des communes du bassin versant de l'Yzeron : Yzeron, Vaugneray, Brindas, Pollionnay, Grézieu la Varenne, Craponne, Saint Genis les Ollières, Sainte Consorce, Marcy l'Etoile, La Tour de Salvagny, Dardilly, Lentilly, Charbonnières les Bains, Tassin la Demi-Lune, Francheville, Chaponost, Sainte Foy-lès-Lyon, Montromant, et Oullins.

Ils consistent dans des travaux d'entretien et de restauration suivants :

- des travaux forestiers : abattage sélectif, abattage arbres à risques, enlèvement du bois mort, lutte contre les espèces invasives ;
- des travaux sur le lit et les berges : aménagements rustiques de traitement des érosions, des incisions et de l'ensablement, techniques végétales ;
- des travaux pour la franchissabilité piscicole : pré-barrages, suppression de seuils, passe à poissons.

**ARTICLE 2** : Cette enquête est ouverte pendant une durée d'un mois, du 20 février au 21 mars 2017 inclus.

**ARTICLE 3** : Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée peut consulter le dossier en mairies de la Tour de Salvagny, Grézieu la Varenne, Tassin la Demi-Lune, Francheville, et Vaugneray, aux jours et heures ouvrables d'ouverture au public. Des informations peuvent être demandées au SAGYRC au n° : 04 37 22 11 55 auprès de M. Luc-Edern LECOEUR, technicien-rivières ou par mail à l'adresse suivante : [contact@sagyrc.fr](mailto:contact@sagyrc.fr). Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication d'un exemplaire du dossier d'enquête.

**ARTICLE 4** : Mme Edith LEPINE, retraitée-responsable audit interne, désignée en qualité de commissaire-enquêteur titulaire, se tient à la disposition du public en mairies de la Tour de Salvagny, Grézieu la Varenne, Tassin la Demi-Lune, Francheville, et Vaugneray, aux dates et heures suivantes :

GREZIEU LA VARENNE	22/02/17	14h30 - 17h
FRANCHEVILLE	25/02/17	9h - 12h
VAUGNERAY	04/03/17	9h-11h30
LA TOUR DE SALVAGNY	11/03/17	9h-11h30
TASSIN LA DEMI LUNE	13/03/17	8h30 – 11h30

M. Henri CALDAIROU, colonel retraité de l'armée de l'air, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

**ARTICLE 5 :** Le public peut consigner ses observations :

- sur le registre d'enquête ouvert à cet effet en mairies précitées
- ou par courrier adressé au commissaire-enquêteur à l'adresse de la mairie de Grézieu la Varenne, siège de l'enquête, qui est annexé au registre

**ARTICLE 6 :** Un avis au public, destiné à annoncer l'ouverture de l'enquête, est affiché dans les mairies de : Yzeron, Vaugneray, Brindas, Pollionnay, Grézieu la Varenne, Craponne, Saint Genis les Ollières, Sainte Consorce, Marcy l'Etoile, La Tour de Salvagny, Dardilly, Lentilly, Charbonnières les Bains, Tassin la Demi-Lune, Francheville, Chaponost, Sainte Foy-lès-Lyon, Montromant, et Oullins par les soins de chaque maire.

Cet affichage a lieu quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute sa durée en mairie. Le maire certifie l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, il est procédé par les soins du SAGYRC, en qualité de pétitionnaire, à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Les affiches doivent être visibles et lisibles de la voie publique, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du 4 mai 2012.

L'avis d'enquête est également publié sur le site des services de l'Etat dans le Rhône – [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr).

Cette enquête est de plus annoncée quinze jours au moins avant son ouverture par les soins du directeur départemental des territoires du Rhône et aux frais du demandeur, et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département du Rhône.

**ARTICLE 7 :** A l'expiration du délai de l'enquête, les registres d'enquête sont transmis sans délai au commissaire-enquêteur au siège de l'enquête et clos par lui.

**ARTICLE 8 :** Dans les huit jours après la clôture de l'enquête, le commissaire-enquêteur rencontre le demandeur et lui communique sur place les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, un mémoire en réponse.

Le commissaire-enquêteur envoie le dossier de l'enquête au préfet (direction départementale des territoires Service Eau et Nature guichet unique au, 165 rue Garibaldi 69003 Lyon, adresse postale : CS33862 69401 Lyon cedex 03), avec ses conclusions motivées, et son avis, dans les trente jours suivant la clôture de l'enquête, ou le cas échéant dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse.

Ce délai peut être reporté sur demande argumentée du commissaire-enquêteur et après avis du pétitionnaire.

Le rapport, les conclusions motivées et l'avis du commissaire-enquêteur sont mis à disposition du public à la direction départementale des territoires- service eau et nature, en mairies de la Tour de Salvagny, Grézieu la Varenne, Tassin la Demi-Lune, Francheville, et Vaugneray, et sur le site des services de l'Etat dans le Rhône pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Une copie est adressée au président du tribunal administratif ainsi qu'au pétitionnaire.

Toute personne physique ou morale concernée peut demander communication des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Le préfet du Rhône est l'autorité compétente pour statuer sur la demande d'autorisation.

**ARTICLE 9** : Les conseils municipaux de la Tour de Salvagny, Grézieu la Varenne, Tassin la Demi-Lune, Francheville, et Vaugneray sont appelés à donner leur avis sur la demande dès l'ouverture de l'enquête.

Celui-ci doit être transmis au directeur départemental des territoires, à l'adresse indiquée ci-dessus, étant précisé que seuls peuvent être pris en considération les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête.

**ARTICLE 10** : Le préfet, secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental des territoires du Rhône, les maires de la Tour de Salvagny, Grézieu la Varenne, Tassin la Demi-Lune, Francheville, Vaugneray, Brindas, Pollionnay, Craponne, Saint Genis les Ollières, Sainte Consorce, Marcy l'Etoile, Charbonnières les Bains, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au pétitionnaire, ainsi qu'à :

- M. le commissaire enquêteur
- M le président du tribunal administratif

le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire général adjoint  
Sous-Préfet de l'arrondissement de Lyon

  
Denis BRUEL